



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1987/26/Add.4
7 octobre 1986

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-troisième session
Point 16 de l'ordre du jour provisoire

APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION ET
LA REPRESSION DU CRIME D'APARTHEID

Rapports présentés par les Etats parties conformément aux dispositions
de l'article VII de la Convention

Additif

SEYCHELLES

[6 mars 1986]

1. Le préambule de la Constitution des Seychelles (Décret de 1979) et l'article 3 de l'annexe 2 traitent des libertés et droits fondamentaux de l'individu et visent à affermir l'élimination de toutes les formes de discrimination.

2. L'article iii) de l'annexe 2 de la Constitution du Front populaire progressiste seychellois vise à promouvoir la sécurité et à maintenir l'unité du peuple dans une organisation démocratique, à l'abri de toute discrimination sociale, économique, religieuse ou raciale. Son article v) traite de l'éradication de toutes les formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation.

3. Les lois ci-après ont été promulguées aux Seychelles pour donner effet à la Convention :

- a) La loi de 1971 sur le statut de la femme mariée garantit l'égalité des femmes dans tous les domaines où une discrimination fondée sur le sexe pourrait apparaître, notamment en ce qui concerne sa capacité à s'engager par contrat et ses droits à la propriété et à l'emploi. En 1985, l'Association des femmes a été dissoute car les femmes jouissent désormais de l'égalité de droits à tous égards,
- b) La loi de 1981 sur les droits des locataires et la loi de 1982 sur l'éducation ont pour objet de garantir aux pauvres le droit à la propriété foncière et à une bonne instruction,
- c) Le décret de 1980 sur la sécurité sociale et la loi de 1980 sur le régime des pensions (augmentation) assurent des retraites suffisantes aux personnes âgées,
- d) D'autres lois protègent les travailleurs, dont le décret de 1978 sur la sécurité et l'hygiène du travail, la loi de 1981 sur les salaires et la réglementation des conditions d'emploi et la loi de 1985 sur l'emploi qui protègent les travailleurs contre toutes pratiques discriminatoires.

4. Aux Seychelles, l'apartheid est condamné par le gouvernement, le parti, les syndicats, la presse, la radio et la télévision. Les enfants des écoles sont informés des méfaits de ce régime et de ses conséquences.

5. En tant que membre actif du Comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), les Seychelles versent une contribution annuelle de 17 000 dollars des Etats-Unis aux mouvements africains de libération. Des représentants du Gouvernement seychellois assistent régulièrement aux réunions de ce Comité où ils prennent part aux travaux sur l'action directe à mener contre l'apartheid sud-africain. De nombreux représentants de l'African National Congress (ANC) et du Pan Africanist Congress of Azania (PAC) se sont déjà rendus aux Seychelles sur l'invitation du Gouvernement et du Front populaire progressiste seychellois. Présentement, six étudiants namibiens acquièrent une formation d'ingénieur des travaux publics à l'Ecole polytechnique des Seychelles.

6. Depuis 1978, le gouvernement s'est employé à rompre tous liens avec l'Afrique du Sud. En 1980, les South African Airways ont été frappés d'une mesure d'interdiction et l'Office seychellois du tourisme en Afrique du Sud a été fermé. En 1985, le nombre de visiteurs sud-africains aux Seychelles a été de 43 % inférieur à celui de 1984.

Autres mesures restrictives et positives de lutte contre l'apartheid

7. Comme on l'a dit ci-dessus, les Seychelles sont depuis longtemps passées des paroles aux actes :

1. Nous n'avons aucun investissement en Afrique du Sud, qui, inversement, n'en a pas non plus aux Seychelles;
2. Nous ne faisons pas le commerce des armes ni n'apportons aucune coopération militaire;
3. Nous n'avons aucun lien dans le domaine des sports;
4. Nous n'avons aucun lien dans le domaine de la culture ou de l'éducation;
5. Nous n'avons aucun lien diplomatique ou consulaire avec l'Afrique du Sud;
6. Les membres du Gouvernement seychellois évitent de transiter par l'Afrique du Sud lorsqu'ils se rendent à l'étranger.

Commerce avec l'Afrique du Sud

8. Au moment de leur accession à l'indépendance, en juin 1976, les Seychelles ont hérité de services commerciaux réguliers et fiables avec l'Afrique du Sud, le temps de navigation entre les deux pays étant au plus de neuf jours. Depuis 1979, les Seychelles ont fait de leur mieux pour briser tous les liens avec l'Afrique du Sud, mais l'expérience des négociants est amère car ils souffrent de la médiocrité des approvisionnements et des services de transports dans la région et, pour trouver d'autres solutions, il faudrait qu'ils puissent compter sur un service de transports maritimes fiable.

9. Nous pouvons affirmer que, depuis quelque temps, les Seychelles importent de plus en plus de produits de l'Extrême-Orient, ce qui pose des problèmes :

- a) de conservation des produits importés, compte tenu de la durée du transport maritime, notamment pour les denrées périssables;
- b) de disponibilité, de fiabilité et de qualité des produits achetés sur de nouveaux marchés : certaines opérations de transbordement se répercutent sur les coûts des produits débarqués aux Seychelles, par exemple, dans le cas des marchandises australiennes transbordées à Singapour;
- c) de contrôle des changes dans certains pays.

10. Les Seychelles ont envisagé de retenir Monbasa au lieu de Durban comme port de transbordement, mais ce port n'a pas la faveur des exportateurs en raison des risques de pertes et de retards ainsi que des coûts élevés.

11. Il y a lieu de signaler, qu'en 1979, à l'occasion d'un entretien avec le Ministre seychellois des affaires étrangères, le Secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, avait mentionné la possibilité d'aider les Seychelles à financer le coût des transports maritimes et aériens pour compenser les effets des sanctions prises par les Seychelles à l'encontre de l'Afrique du Sud, mais cette possibilité ne s'est jamais concrétisée.

Conclusion

12. Par la décision ministérielle C78/D158, du 6 septembre 1978, tous les ministères ont été chargés de déterminer l'ampleur de la dépendance des Seychelles à l'égard de l'Afrique du Sud et priés de donner leur avis sur les moyens de mettre fin progressivement à cette dépendance compte dûment tenu des incidences qui en découleraient sur l'économie des Seychelles.

13. L'interdiction qui frappe les South African Airways depuis 1979 représente pour les Seychelles une perte annuelle de 5,5 à 7 millions de roupies seychelloises sur le montant des recettes aéroportuaires et de 18 millions sur celui des recettes touristiques. Les vols sud-africains rapportaient environ 15 % des recettes aéroportuaires sous forme de droits d'atterrissage. Les South African Airways assuraient aussi aux Seychelles, à des conditions très favorables, des services de réglage du matériel de navigation aéroportuaire. Depuis l'interruption des liaisons des British Airways, la perte de recettes est bien pire qu'on ne l'avait prévu.

14. Le Gouvernement a pour politique d'encourager la population à l'autosuffisance dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, etc., et à la consommation de produits locaux. Les mesures prises dans ce sens ont contribué à la lutte contre l'apartheid.

15. Nonobstant les faits exposés ci-dessus, le peuple opprimé de l'Afrique du Sud pourra toujours compter la majorité des Seychellois au nombre de ses fidèles alliés dans la lutte qu'il mène pour détruire le régime d'apartheid et tout ce qu'il représente.